

**COMMISSION BANCAIRE  
DE L'AFRIQUE CENTRALE**

**REGLEMENT COBAC EMF 2002/11...FIXANT  
LE NOMBRE DES SOCIETAIRES ET LE MAXIMUM DE PARTS  
DETENUES PAR UN MEME MEMBRE**

La Commission Bancaire de l'Afrique Centrale réunie le 16 février 2002,

Vu la Convention du 16 octobre 1990 portant création d'une Commission Bancaire de l'Afrique Centrale ;

Vu les articles 31, 32 et 34 de la Convention régissant l'Union Monétaire de l'Afrique Centrale ;

Vu l'article 46 du règlement n°01/02/CEMAC/UMAC/COBAC du Comité Ministériel de l'UMAC relatif aux Conditions d'Exercice et de Contrôle de l'Activité de Microfinance dans la CEMAC ;


**DECIDE**

**Article 1<sup>er</sup>** : les Etablissements de Micro - Finance de la première catégorie doivent présenter un nombre minimum de membres :

- 5 entités affiliées pour les organes faitiers, dont deux affiliés ayant une expérience de 2 ans au moins ;
- 15 sociétaires ou membres pour les EMF affiliés à un organe faitier ;
- 30 sociétaires ou membres pour un EMF exerçant de manière indépendante.

**Article 2** : pour les EMF de la première catégorie autres que les organes faitiers, un même sociétaire ou membre ne peut détenir ni directement, ni par personne interposée plus de 20 % des parts sociales.

**Article 3** : en cas de non respect de la norme fixée à l'article 2 du présent règlement, la Commission Bancaire peut adresser une injonction à l'effet notamment de prendre dans un délai déterminé toutes mesures de nature à mettre l'établissement concerné en conformité avec cette norme en application de l'article 54 du règlement du Comité Ministériel de l'UMAC relatif à l'activité de microfinance.

**Article 4** : si un établissement n'a pas déféré à une injonction ou n'a pas tenu compte d'une mise en garde, ou a enfreint gravement la réglementation, la Commission Bancaire peut prononcer une ou plusieurs des sanctions disciplinaires prévues à l'article 57 du règlement du Comité Ministériel de l'UMAC relatif à l'activité de microfinance. 

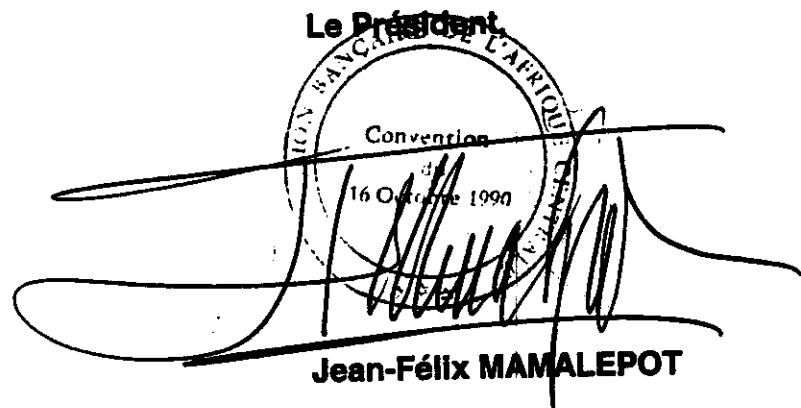
**Article 5** : le présent règlement qui prend effet à compter de la date de sa signature, sera notifié par le Secrétaire Général de la Commission Bancaire aux Ministres en charge de la Monnaie et du Crédit et à tous les EMF agréés ainsi qu'à leurs associations professionnelles.

Les EMF sont tenus de se conformer aux dispositions du présent règlement dans un délai de cinq (5) ans, à compter de son entrée en vigueur.

**Article 6** : le Secrétaire Général de la Commission Bancaire est chargé de l'exécution du présent règlement. 

Fait à Yaoundé, le 15 avril 2002

Pour la Commission Bancaire,  
Le Président.



Convention  
de  
16 Octobre 1990

**Jean-Félix MAMALEPOT**